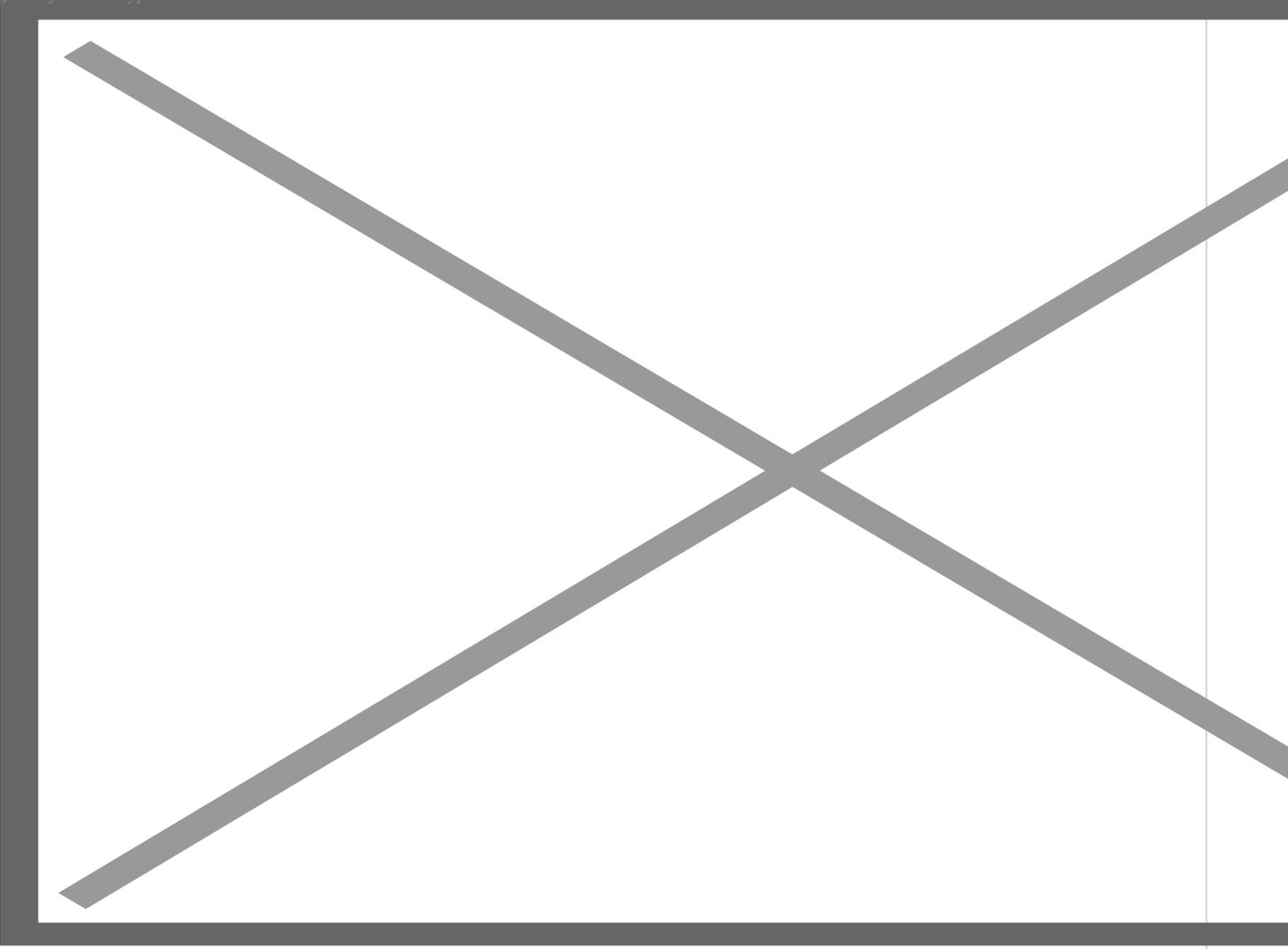


Milei flirte avec le FMI

Image not found or type unknown



Par María Josefina Arce

Le président argentin, Javier Milei, semble ne pas avoir compris les leçons de l'expérience du pays sud-américain avec le Fonds monétaire international, et cherche à conclure un nouvel accord avec l'organisme financier, l'actuel arrivant à échéance le 31.

Les autorités, dans leurs discussions avec le FMI, espèrent obtenir un déboursement de millions de dollars, qu'elles ont justifié comme étant nécessaire pour mener à bien leur plan d'austérité controversé et la réduction de la taille de l'État.

Mais l'organisation financière internationale est connue pour ses thérapies de choc, qui ont conduit à une augmentation de la pauvreté et des inégalités dans de nombreuses nations du monde, une situation bien connue des Argentins.

En fait, les experts ont souligné que les paiements de la dette effectués par le pays au cours des derniers mois l'ont été au prix d'un ajustement brutal des dépenses sociales. Les allocations budgétaires pour la santé, l'éducation et l'assistance sociale, entre autres, ont été affectées.

Plusieurs secteurs ont dénoncé le fait que les ressources nécessaires au paiement de la dette argentine ont été puisées dans les poches des travailleurs et des citoyens pauvres, un pays qui, depuis l'entrée en fonction de Milei il y a un an, a enregistré une augmentation du taux de pauvreté.

L'annonce de la poursuite par le gouvernement d'un nouvel accord avec le FMI a suscité l'inquiétude de la société.

Même les membres du Congrès ont critiqué les plans visant à endetter davantage le pays.

Cette position, dont beaucoup se souviennent, contredit les positions antérieures des membres du gouvernement actuel contre la contraction de dettes, qui, selon leurs propres déclarations, était la preuve d'un échec total de la part des autorités.

L'Argentine entretient une relation ancienne et contestée avec le Fonds monétaire international. Une grande partie de la société n'a pas oublié la débâcle de 2001, qui a conduit à la chute du président de l'époque, Fernando De la Rúa, lorsque le pays a été incapable de faire face à ses obligations de remboursement de la dette, y compris les intérêts, et a connu l'une des pires crises politiques et sociales de son histoire.

La moitié de la population a été plongée dans la pauvreté en raison des conditionnalités de l'organisation financière internationale et du plan d'ajustement sévère mis en œuvre.

L'arrivée de Néstor Kirchner à la présidence en 2003 a marqué un changement. Trois ans plus tard, il annule la dette de l'Argentine auprès du FMI et parvient à se libérer de la tutelle de l'institution.

Mais l'organisme financier international reviendra dans le pays sud-américain sous l'administration de Mauricio Macri, qui a gouverné de 2015 à 2019.

Les Argentins n'ont pas une expérience agréable des liens du pays avec le FMI, qui se sont traduits par une augmentation de la pauvreté, du chômage et des inégalités.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/372869-milei-flirte-avec-le-fmi>



Radio Habana Cuba